

France-Toulon: Repair and maintenance services of pumps

OJ S 232/2020 27/11/2020

Contract notice

Services

Directive 2009/81/EC

Section I: Contracting authority/entity

I.1. Name and addresses

Official name: Mindef/SGA/DCSID/ESID Toulon

Postal address: BCRM Toulon — ESID Toulon — boîte postale n° 71

Town: Toulon Cedex 9

Postal code: 83800

Country: France

Contact person: M. Jean-Jacques François

E-mail: Esid-tln-sai.secretaire.fct@intradef.gouv.fr

Telephone: +33 422436362

Internet address(es):Address of the buyer profile: <https://www.marches-publics.gouv.fr>**Additional information can be obtained from:**

the abovementioned address

Specifications and additional documents (including documents for competitive dialogue and a dynamic purchasing system) can be obtained from:

the abovementioned address

Tenders or requests to participate must be submitted: the abovementioned address**I.2. Type of the contracting authority**

Ministry or any other national or federal authority, including their regional or local subdivisions

I.3. Main activity

Defence

I.4. Contract award on behalf of other contracting authorities/entities**Section II: Object of the contract**

II.1. Description**II.1.1. Title attributed to the contract by the contracting authority**

MCO de la station de pompage des grands bassins Vauban

II.1.2. Type of contract and place of performance or delivery

Services

Service category No 1: Maintenance and repair services

Main site or place of performance: Base navale de Toulon, 83000 Toulon.

NUTS code FRL05 Var

II.1.3. Information about framework agreement

The procurement involves the establishment of a framework agreement

II.1.4. Information about framework agreement

Framework agreement with a single operator

Duration of the framework agreement

Duration in months: 84

II.1.5. Short description of the contract or purchase(s)

La présente consultation est lancée selon la procédure d'appel d'offres restreint, en application des articles L. 2320-1, L. 2324-2 et R. 2324-2 du code de la commande publique. Le présent avis de marché concerne un dépôt de candidatures. Ce projet d'accord-cadre à bons de commande, d'une durée d'un an renouvelable six fois par tacite reconduction, a pour but d'assurer le Maintien en condition opérationnelle (MCO) de la station de pompage des grands bassins Vauban sur la base navale de Toulon. Il comprend des prestations de maintenance préventive et corrective sur des installations de pompage.

II.1.6. CPV code(s)

50511000 Repair and maintenance services of pumps

II.1.7. Information about subcontracting

The tenderer has to indicate in the tender any share of the contract it may intend to subcontract to third parties and any proposed subcontractor, as well as the subject-matter of the subcontracts for which they are proposed

The tenderer has to indicate any change occurring at the level of subcontractors during the execution of the contract

II.1.8. Lots

This contract is divided into lots: no

II.1.9. Information about variants

Variants will be accepted: no

II.2. Scope of the procurement

II.2.1. Total quantity or scope

La durée de l'accord-cadre, c'est-à-dire la période pendant laquelle peuvent être émis des bons de commande, est de un (1) an à compter de sa notification. Cette durée est indépendante des délais d'exécution des bons de commande. L'accord-cadre pourra être reconduit au maximum six (6) fois sans que la durée totale de l'accord-cadre ne puisse excéder sept (7) ans. Chaque reconduction sera tacite. Le pouvoir adjudicateur pourra faire part de sa décision de ne pas le reconduire au moins trois (3) mois avant la fin de la période en cours. L'accord-cadre est d'un montant minimal de 40 000 EUR HT sur sept ans et sans montant maximal. L'estimation annuelle de l'accord-cadre est de 700 000 EUR HT. Son périmètre comprend toutes les installations présentes en station de pompage des grands bassins Vauban. Cette station assure la vidange des quatre bassins (fonction épuisement) pour l'échouage des navires et le maintien à sec de ces bassins (fonction assèchement) du fait des fuites au niveau des bateaux-portes (fermeture de bassin) et des éventuels rejets d'eau de ces navires au cours de leurs entretiens et réparations. La fonction «assèchement» (et par extension l'ensemble de la station) constitue une Installation de soutien terrestre (IST). Compte tenu de la sensibilité des installations constituant le périmètre de l'accord-cadre, il comportera de fortes exigences en termes de management par la qualité et de traçabilité des interventions. Ainsi, le titulaire aura notamment à établir un PMAQ (Plan de management de l'assurance qualité) et devra prendre en compte la réglementation spécifique applicable aux IST. Voir suite à l'article VI.3) Informations complémentaires.

II.2.2. Information about options

II.2.3. Information about renewals

This contract is subject to renewal: yes

Number of possible renewals: 6

II.3. Duration of the contract or time limit for completion

Duration in months: 12 (from the award of the contract)

Section III: Legal, economic, financial and technical information

III.1. Conditions related to the contract

III.1.1. Deposits and guarantees required

Il n'est pas prévu de retenue de garantie.

III.1.2. Main financing conditions and payment arrangements and/or reference to the relevant provisions governing them

Le financement est assuré exclusivement par des ressources budgétaires propres du ministère des armées. Paiement sur factures prix révisables annuellement le délai global de paiement est de 30 jours maximum. Le mode de règlement sera le virement par mandat administratif. Pas d'avance de versée au titre de l'accord-cadre. Toutefois concernant les bons de commande, une avance de 30 % est prévue dans les conditions qui seront précisées dans les documents particuliers de l'accord-cadre. Le financement est assuré exclusivement par des ressources budgétaires de l'état.

III.1.3. Legal form to be taken by the group of economic operators to whom the contract is to be awarded

L'accord-cadre sera passé avec un entrepreneur unique ou avec un groupement dont la forme est laissée librement au choix des candidats soit avec mandataire solidaire soit en groupement solidaire. Si les candidats se présentent en groupement conjoint, ils devront impérativement proposer une répartition des prestations entre cotraitants. En application de l'article R. 2342-13 du décret n° 2018-1075 du 3.12.2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique, les candidats peuvent modifier la composition des groupements et en constituer de nouveaux entre la remise des candidatures et la remise des offres. Les sociétés peuvent se présenter seul et dans un ou plusieurs groupements. Conformément à l'article R. 2342-15 du code de la commande publique, obligation que les tâches essentielles mentionnées ci-dessous soient effectuées par le titulaire ou l'un des membres de son groupement: section technique mécanique et électrotechnique des maintenances préventives sur la station de pompage des grands bassins Vauban.

III.1.4. Other particular conditions to which the performance of the contract is subject, in particular with regard to security of supply and security of information

Des documents et supports portant la mention «Diffusion restreinte» pourront être remis aux candidats sélectionnés dans le cadre de cette consultation. Ces documents et supports ne peuvent être utilisés à d'autres fins que l'élaboration d'une offre à la procédure de passation du présent accord-cadre. En conséquence, ils ne peuvent être communiqués qu'aux personnes ayant besoin d'en connaître pour la remise de l'offre de l'opérateur économique soumissionnaire. En conséquence, ces documents et supports ne seront remis par l'acheteur public qu'aux candidats qui préalablement se seront engagés à assurer leur protection. Cet engagement se matérialise par la remise de l'attestation intitulée «Engagement du candidat au regard des informations» et supports portant la mention «Diffusion restreinte» (annexe 1). Cette annexe de l'avis d'appel public à la

concurrence est téléchargeable via la Plate-forme des achats de l'état (PLACE) sur l'espace dédié à la consultation à l'adresse <https://www.marches-publics.gouv.fr> en indiquant le n° de la consultation (2020-esid-tln-0065), elle est à compléter, à parapher et à signer (soit signature manuscrite et scannée soit signée électroniquement). Elle est transmise avec les pièces de candidatures demandées dans cette consultation. Les candidats n'ayant pas remis cet engagement, dûment renseigné, paraphé page par page, et signé, seront éliminés.

III.1.5. Information about security clearance

III.2. Conditions for participation

III.2.1. Personal situation

Criteria regarding the personal situation of economic operators (that may lead to their exclusion) including requirements relating to enrolment on professional or trade registers

List and brief description of conditions: Critères relatifs à la situation personnelle d'opérateurs économiques (susceptibles d'entraîner leur exclusion), y compris exigences relatives à leur inscription à un registre professionnel ou du commerce:

- la lettre de candidature ou formulaire DC1 (téléchargeable à partir du lien <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulairesdeclaration-candidat>) ou équivalent, dûment rempli et daté;
- les pièces relatives au pouvoir des personnes habilitées à engager le candidat;
- l'engagement du candidat au regard des informations et supports portant la mention «Diffusion restreinte» [cf. III.1.4) supra]. Il est demandé au candidat les preuves qu'il ne se trouve pas dans un des cas de motifs d'exclusion. En l'absence de fourniture de ces documents, la candidature est déclarée irrecevable. Les preuves demandées sont les suivantes:
- l'acheteur accepte comme preuve suffisante attestant que le candidat ne se trouve pas dans un cas d'exclusion mentionné aux articles L. 2341-1 et L. 2341-2 ainsi qu'au 1° de l'article L. 2341-3 du code de la commande publique, la production soit d'une attestation sur l'honneur, soit d'un extrait de casier judiciaire;
- l'acheteur accepte comme preuve suffisante attestant que le candidat ne se trouve pas dans un cas d'exclusion mentionné à l'article L. 2341-2 du code de la commande publique, les certificats sociaux et fiscaux délivrés par les administrations et organismes compétents;
- le cas échéant, le candidat produit en outre les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du code du travail;
- l'acheteur accepte comme preuve suffisante attestant que le candidat ne se trouve pas dans un cas d'exclusion mentionné à l'article L. 2341-2 du code de la commande publique, la production d'un extrait du registre pertinent, attestant de l'absence de cas d'exclusion;
- lorsque le candidat est en redressement judiciaire, le candidat produit la copie du ou des jugements prononcés.

Criteria regarding the personal situation of subcontractors (that may lead to their rejection) including requirements relating to enrolment on professional or trade registers

List and brief description of conditions:

III.2.2. Economic and financial ability

Criteria regarding the economic and financial standing of economic operators (that may lead to their exclusion)

List and brief description of conditions: Critères relatifs à la situation économique et financière d'opérateurs économiques (susceptibles d'entraîner leur exclusion). Renseignements et formalités nécessaires pour évaluer si ces exigences sont remplies:

- déclaration du candidat ou formulaire DC2 (téléchargeable à partir du lien <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulairesdeclaration-candidat>) ou équivalent, dûment rempli et daté;
- chiffre d'affaires global réalisé au cours des trois dernières années.

III.2.3. Technical and/or professional capacity

Criteria regarding the technical and/or professional ability of economic operators (that may lead to their exclusion)

List and brief description of conditions:

Critères relatifs à la capacité technique et/ou professionnelle d'opérateurs économiques (susceptibles d'entraîner leur exclusion) renseignements et formalités nécessaires pour évaluer si ces exigences sont remplies:

- effectif moyen annuel détaillé;
 - liste des moyens en matériels dont disposera le candidat pour la réalisation de ce marché;
 - liste des prestations, en rapport avec l'objet de l'accord-cadre, exécutées au cours des trois dernières années assortie d'attestations de bonne exécution pour les plus importantes.
- En cas de sous-traitance, le candidat fournira les mêmes documents ainsi qu'un engagement écrit pour chaque sous-traitant.

III.2.4. Information about reserved contracts

III.3. Conditions specific to services contracts

III.3.1. Information about a particular profession

III.3.2. Information about staff responsible for the performance of the contract

Section IV: Procedure

IV.1. Type of procedure

IV.1.1. Type of procedure

Restricted

IV.1.2. Information about the limits on the number of candidates to be invited

Envisaged number of candidates 5

Objective criteria for choosing the limited number of candidates: Les candidatures seront classées selon les critères suivants:

- 1) nature et montant des références: 30 points;
- 2) moyens matériels proposés pour la réalisation des prestations de MCO: 25 points;
- 3) capacité financière: 15 points.

IV.1.3. Information about reduction of the number of solutions or tenders during negotiation or dialogue

IV.2. Award criteria

IV.2.1. Award criteria

The most economically advantageous tender in terms of Criteria below

1. Prix. Weighting 55
2. Valeur technique. Weighting 45

IV.2.2. Information about electronic auction

IV.3. Administrative information

IV.3.1. File reference number attributed by the contracting authority

2020-ESID-TLN-0065

IV.3.2. Previous publication concerning this procedure

no

IV.3.3. Conditions for obtaining specifications and additional documents or descriptive document

IV.3.4. Time limit for receipt of tenders or requests to participate

5.1.2021 - 15:30

IV.3.5. Estimated date of dispatch of invitations to tender or to participate to selected candidates

IV.3.6. Languages in which tenders or requests to participate may be submitted

French.

Section VI: Complementary information

VI.1. Information about recurrence

This is a recurrent procurement: no

VI.2. Information about European Union funds

VI.3. Additional information

Suite de l'article II.2.1 Quantité ou étendue globale: les prestations comprennent notamment, sur l'ensemble du périmètre:

- une phase initiale d'installation, comprenant un état des lieux et une prise en charge des installations;
- la maintenance préventive;
- la maintenance corrective;
- les interventions urgentes de dépannage;
- des missions de diagnostic ou d'expertise;
- le suivi et la planification des activités de MCO par GMAO;
- la gestion d'un stock de rechange.

Le maintien en condition opérationnelle s'applique aux systèmes suivants:

- 1) les structures et infrastructures externes et internes, le sol et les murs de la station de pompage, les moyens d'accès, les infrastructures sur le Terre-plein Central Vauban (TPC), les accès aux vannes de sectionnement n^{os} 4 à 7;
- 2) les pompes, fonction épuisement (trois pompes) et fonction assèchement (deux pompes), pompes de cale (ou puisard — QTE 2) et les pompes de relevage (QTE 3) du bassin Sud-Ouest: le contrat intègre le MCO des pompes et de leurs systèmes électriques de motorisation, de commande et de contrôle (dont les automates et leurs logiciels), la mesure des niveaux d'eau (chambre à eau), les systèmes de vannes;
- 3) le système hydraulique: le contrat intègre le MCO de la génération hydraulique, de la distribution, de la commande des vannes de sectionnement, des vérins;
- 4) le système de contrôle/commande, en incluant les pupitres, les armoires électriques et l'intégralité de la structure métallique de la «mezzanine», la partie BT des postes Nacre et Murex se situant sur le TPC;
- 5) la détection incendie;
- 6) le compresseur Mauguière;

7) les servitudes: ventilation, éclairage, outillages divers;

8) le pont roulant.

Les candidats ne sont pas tenus de fournir les justificatifs et moyens de preuve lorsque le pouvoir adjudicateur peut les obtenir directement par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel ou un espace de stockage numérique, à condition que figurent dans sa candidature toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système ou de cet espace et que l'accès soit gratuit. Toute demande de précisions sera à formuler par écrit via la Plate-forme des achats de l'état (PLACE) sur l'espace dédié à la consultation à l'adresse <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Les justificatifs de candidature sont à fournir le cas échéant par chacun des membres du groupement. De même, en cas de sous-traitance, le candidat fournira les documents de candidature ainsi qu'un engagement écrit pour chaque sous traitant présenté. La présente consultation est au stade de la phase de sélection des candidatures, les documents de consultation (CCTP, CCAP...) ne sont donc pas téléchargeables, ils seront transmis ultérieurement aux candidats sélectionnés. Les modalités de transmission des candidatures sont détaillées dans l'annexe 2 du présent avis d'appel public à la concurrence, à télécharger via la Plate-forme des achats de l'état (PLACE) sur l'espace dédié à la consultation à l'adresse <https://www.marches-publics.gouv.fr> en indiquant le n° de la consultation (2020-esidltn-0065). Renseignements d'ordre administratif: coordonnées de l'acheteur désigné: M. Jean-Jacques François, tél. +33 422436459.

Date d'envoi du présent avis au JOUE et au BOAMP: 24.11.2020.

VI.4. Procedures for review

VI.4.1. Review body

Official name: Tribunal administratif de Toulon

Postal address: 5 rue Racine — CS 40510

Town: Toulon Cedex 9

Postal code: 83041

E-mail: greffe.ta-toulon@juradm.fr

Telephone: +33 494427930

Fax: +33 484354460

Internet address: <http://www.ta-toulon.juradm.fr>

Body responsible for mediation procedures

Official name: Comité consultatif interrégional de règlement amiable des différends ou litiges relatifs en matière de marchés publics de Marseille

Postal address: préfecture de région PACA, place Félix Baret — CS 80001

Town: Marseille Cedex 06

Postal code: 13282

E-mail: catherine.pietri@paca.pref.gouv.fr

Telephone: +33 484354554

Fax: +33 484354460

VI.4.2. Review procedure

VI.4.3. Service from which information about the review procedure may be obtained

Official name: Tribunal administratif de Toulon

Postal address: 5 rue Racine — CS 40510

Town: Toulon Cedex 9

Postal code: 83041

E-mail: greffe.ta-toulon@juradm.fr

Telephone: +33 494427930

Internet address: <http://www.ta-toulon.juradm.fr>

VI.5. Date of dispatch of this notice

24.11.2020